5 Centimes. — N° 195. — 13e ANNEE. — MARDI 4 AVRIL 1916.

# L'ŒUVRE

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-81
Après minuit : GUT. 59-89

Directeur :
GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

| 1 An | 6 Mois | 3 Mois | 1 MOIS |
|---|---|---|---|
| 18 fr | 9 fr. | 4 fr. 50 | 1 fr. 50 |


## Et il y a des gens qui font encore de la politique !

*En Allemagne*

## Les Dix-huit

(De notre correspondant de Zurich)

Cette histoire est authentique.

Un Allemand, écœuré par le spectacle qu'offre sa patrie, quitte l'emploi qu'il occupait, vend ses meubles et, muni de quelques billets qui sont dorénavant toute sa fortune, vient en Suisse. Là, il végète tristement, considéré par tous comme un paria. Il n'est pas au-dessus de la mêlée, loin de là ; il se passionne pour elle, et chaque victoire militaire de ses anciens compatriotes retentit en lui comme une défaite humaine.

Un jour, il aperçoit à la devanture d'une librairie allemande des sanguines qui représentent François-Joseph, Hindenburg, Mackensen. Il entre ; avec un peu de ce pauvre argent qui lui reste, il achète les images, les déchire, les jette à terre, crache dessus. Le libraire, son compatriote, le regarde faire, puis, sur le pas de la porte, le rappelle avec un sourire commercial :

— Si vous voulez recommencer, j'en ai d'autres.

Car le « paria » n'avait pas encore savouré toute la honte d'être allemand.

Je ne juge pas cet homme, je le raconte. Je ne dis pas qu'il y en ait comme lui des centaines de mille, mais j'affirme qu'il n'est pas le seul.

Et ce récit n'est peut-être pas inutile pour expliquer, dans une certaine mesure, la scission qui vient de se produire dans le parti socialiste allemand.

⁂

J'entends qu'entre ceux-ci et celui-là, il y a une différence et qu'il n'avait pas attendu, lui, pour libérer sa conscience, vingt mois et les privations matérielles.

Pourtant, n'en doutez pas, il y a entre eux quelque chose de commun. Ne craignez pas que je m'attendrisse sur le « bon Boche » qui souffre pour les mauvais, mais faites-moi la grâce aussi de concevoir que, si les « Boches » sont, en principe, tous détestables, il peut y en avoir cependant de plus conscients les uns que les autres.

Les dix-huit de Haase et de Bernstein sont parmi les conscients. Je n'ignore pas qu'ils prétendent parler au nom de l'« Internationale ». De ce fait, certains paraissent redouter qu'ils soient entendus même au delà des frontières allemandes. Des publicistes, qui ont à se faire pardonner d'avoir été de l'« Internationale » récemment encore, le proclamaient avec de grands cris. Ceux qui n'ont rien à se faire pardonner et qui font crédit au patriotisme français ont le droit de regarder le geste des « dix-huit » avec plus d'impartialité.

L'appel à l'« Internationale », n'est, chez eux, qu'une attitude. Ces hommes ne viennent pas de se rappeler brusquement, au bout de vingt mois, un rêve humanitaire ; ils viennent bien plus simplement de prendre conscience du péril que fait courir à toute l'humanité l'impérialisme allemand.

L'erreur fut trop longue pour qu'on la leur pardonne : j'en suis d'accord. Mais pourquoi refuserions-nous systématiquement de nous apercevoir qu'ils l'ont enfin découverte ?

⁂

Est-ce à dire qu'il faille exagérer l'importance de la scission socialiste allemande ? Non pas.

Sur cent dix députés socialistes au Reichstag, dix-huit se sont insurgés, auxquels il faut ajouter Liebknecht et Rühle, qui étaient libérés auparavant déjà. Cela ne fait, au total, qu'une petite minorité.

Peut-être voudra-t-on cependant tenir compte que quinze autres ont refusé de proscrire ces vingt-là, que le *Vorwærts*, organe officiel du parti, est avec eux et qu'enfin les réfractaires, s'ils sont minorité au *Reichstag* d'Empire, sont majorité au *Landtag* de Prusse. Ces détails ont une valeur.

Il reste à savoir, dira-t-on, de quel côté sont les électeurs. Les électeurs se taisent partout au temps qui court, mais en Allemagne plus qu'ailleurs. Je conviendrai volontiers que, là-bas comme chez nous, la communion entre l'électeur et l'élu n'est point nécessairement étroite. On a fait grand bruit, en Allemagne, de congrès qui, dans certaines circonscriptions, se sont prononcés contre leurs élus minoritaires, mais personne n'ose insinuer que les majoritaires soient tous sûrs de l'approbation de leurs électeurs.

Aussi bien ne s'agit-il pas ici seulement des convictions qui peuvent être celles des socialistes allemands. Pour concevoir tout le conflit, il n'est point inutile d'envisager aussi l'intérêt de leurs organisations économiques.

⁂

La grande erreur que nous commettons, en France, dès que nous parlons du socialisme allemand, c'est de vouloir le comparer au nôtre. En fait, jamais deux partis politiques ne furent plus dissemblables.

Au temps lointain où M. Marcel Sembat n'était pas encore ministre, il avait coutume de rappeler, dans les congrès socialistes, que les cotisants du parti étaient plusieurs millions en Allemagne et qu'ils n'avaient jamais pu être soixante-dix mille en France. Cette différence en explique beaucoup d'autres.

Le socialisme, en France, n'est tout au plus qu'une tendance d'esprit. Personne n'est plus complètement réfractaire aux conceptions collectivistes, même les plus logiques, que les propriétaires agricoles du Midi qui envoient au Parlement un important contingent du parti. Le socialisme n'est, chez nous, le plus souvent, qu'une surenchère du radicalisme.

En Allemagne, le socialisme est, comme tout le reste, une organisation. C'est, bien plutôt qu'un parti politique, la représentation de toute une série accessoire de syndicats et de coopératives. Il ne tient pas une place dans les assemblées seulement, mais aussi dans la vie du pays tout entier.

Le jour de la déclaration de guerre, le parti socialiste ne s'est pas demandé simplement :

— Que deviendra notre idéal politique ?

Il s'est demandé avec bien plus d'angoisse :

— Que va-t-il advenir de toutes nos entreprises ?

C'est, au moins en partie, parce qu'il était une puissance économique qu'il s'est vu contraint de traiter avec les puissances politiques.

⁂

En dépit de ces premières prudences, le conflit vient de surgir. Ne l'exagérons pas, mais tenons compte des immenses problèmes qu'il soulève.

L'organisation économique de l'Allemagne est admirable, mais elle ne suffit pas à résoudre toutes les difficultés.

Sa discipline politique est exemplaire, mais elle n'en est pas moins dorénavant entamée.

**J. Robert**

---

**A l'ouest de la Meuse, bombardement. A l'est, de violents combats nous ont fait progresser dans le bois de la Caillette.**

**Les présidents des Chambres de commerce de France, réunis en assemblée, ont tenu hier leur première séance.**

**M. Briand a reçu Essad pacha.**

**Devant le conseil de guerre qui le juge, le docteur Lombard affirme que ses fonctions lui ont coûté de l'argent.**

**Les zeppelins continuent à visiter quotidiennement l'Angleterre.**

**Il paraît que le cabinet Skouloudis serait sur le point de démissionner.**

**Contre qui sont dirigées les mesures militaires de la Hollande ? Contre personne, répond-on à La Haye.**

**Yuan Chi Kaï songerait à abdiquer.**

---

## Cinq avions allemands ABATTUS

*Près de* Moyen, *un avion allemand est tombé dans nos lignes : les aviateurs ont été faits prisonniers.*

*En représailles du bombardement de* Dunkerque, *effectué par un zeppelin la nuit dernière, trente et un avions alliés ont lancé sur les cantonnements ennemis de* Keyem, Eessen, Terrest et Houthulst *quatre-vingt-trois obus de gros calibre.*

*Dans la nuit du 2 au 3 avril, une de nos escadrilles a bombardé la gare de* Conflans.

*Dans la journée, de nombreux combats aériens ont été livrés avec succès dans la région de* Verdun : *nos aviateurs ont abattu quatre avions allemands. D'autres appareils ennemis ont été mis en fuite ou contraints d'atterrir.*

## *Les combats autour de Verdun*

### Nos troupes reprennent le bois de la Caillette et une partie du village de Vaux

### *Les Communiqués*

**15 heures**

*Cette nuit, un zeppelin a lancé huit bombes sur la ville de Dunkerque, causant des dégâts matériels peu importants : deux personnes de la population civile ont été tuées, quatre blessées.*

*A l'*ouest de la Meuse, *bombardement continu des villages d'*Haucourt *et d'*Esnes *sans action d'infanterie.*

*A l'*est de la Meuse, *les combats qui ont continué au cours de la nuit dans la région* Douaumont-Vaux *nous ont été favorables.*

*Nous avons gagné du terrain dans le bois de la* Caillette. *Notre ligne s'appuie, à droite, sur l'étang de* Vaux, *traverse le bois de la* Caillette, *dont l'ennemi occupe la corne nord, et rejoint nos positions au sud et à l'ouest du village de* Douaumont.

*Il se confirme que les attaques allemandes d'hier se sont déployées sur un front de trois kilomètres, en vagues successives, suivies de petites colonnes d'assaut.*

*Notre artillerie et nos feux d'infanterie ont causé de grandes pertes dans les rangs ennemis.*

*En* Woëvre, *nuit calme.*

*En Lorraine, nos tirs d'artillerie ont provoqué plusieurs incendies dans le* Remabois (*à l'ouest de* Leintrey), *dans la région d'*Ancerviller (*au sud de* Blamont).

*Une reconnaissance ennemie, qui tentait d'aborder nos positions, a été repoussée par notre fusillade.*

**23 heures**

*Entre* Soissons *et* Reims *nous avons exécuté des tirs de concentration sur les organisations allemandes au nord du bois des* Buttes *et du mont de* Sapigneul.

*En* Argonne, *nos batteries ont violemment canonné la corne ouest du bois d'*Avocourt. *Un blockhaus ennemi a été détruit et un dépôt de munitions a fait explosion.*

*A l'ouest de la* Meuse, *les Allemands ont lancé hier, en fin de journée, une vigoureuse attaque contre* Haucourt *et* Béthincourt *sur nos positions de la rive nord du ruisseau de* Forges *que nous avions évacuées et reportées sur la rive sud dans la nuit du 31 mars au 1er avril sans que l'ennemi s'en aperçût. Surprises par le feu violent dirigé de nos nouvelles positions et les tirs de flanquement de* Béthincourt, *les troupes ennemies ont subi des pertes importantes sans avoir combattu.*

*Aujourd'hui, bombardement assez violent de la région des* Bois-Bourrus. *Aucune action d'infanterie.*

*A l'est de la* Meuse, *nos contre-attaques se sont développées avec succès au cours de la journée. Nous avons rejeté l'ennemi jusqu'à la lisière nord du bois de la* Caillette *et au nord de l'étang de* Vaux. *Une dernière contre-attaque, particulièrement vive, nous a permis de réoccuper la partie ouest du village de* Vaux *que nous avions évacuée.*

*En* Woëvre, *intense activité d'artillerie dans le secteur de* Moulainville.

## OU EN SONT-ILS EXACTEMENT ?

*Tracé de la ligne allemande le 3 avril*

L'état-major allemand s'efforce de persuader à l'univers que ses opérations devant Verdun se développent normalement.

En examinant le croquis ci-dessus, on constate que les points du front allemand les plus rapprochés de la place sont :

La lisière sud du village de *Vaux*, où nos ennemis sont entrés le 1er avril (7.200 mètres à vol d'oiseau), et dont nous sommes d'ailleurs en train de les chasser ;

Le bois de la *Caillette*, dans lequel ils ont pénétré le 2 au soir, mais où on se bat encore, et dont ils ne possèdent, somme toute, que la lisière nord, et encore d'une façon très précaire (6 kil.) ;

Le fort de *Douaumont* (6 kil.) ;

La lisière nord du bois de *Vacherauville* (7.200 mètres).

Les points les plus éloignés sont :

*Béthincourt* (13 kil.) ;

*Malancourt* (17 kil.) ;

*Bois d'Avocourt* (16 kil.).

L'avance allemande est beaucoup plus sérieuse sur la rive droite que sur la rive gauche. Il est naturel que nos adversaires persévèrent du côté où ils sont le plus avancés ; leur acharnement à déboucher du front *Douaumont-Caillette-Vaux* est la conséquence logique de leur situation ; mais ce front est très étroit (3 kil.) ; il n'autorise pas le déploiement d'une ligne de bataille suffisante pour obtenir la rupture et le refoulement du front adverse. Il peut permettre d'y pénétrer comme un coin ; pas autre chose.

Or, on remarquera que, dans ce secteur de la rive droite, les Allemands n'ont, depuis longtemps, fait aucun progrès entre *Douaumont* et *Champneuville*. Ils semblent immobilisés sur les côtes du *Poivre* et du *Talon*. Cela s'explique, d'ailleurs. Ces deux mouvements de terrain sont pris d'enfilade par toutes nos défenses de la rive gauche : *Mort-Homme*, hauteurs à l'ouest de *Chattancourt*, crête des *Bois-Bourrus*, *Marre*.

La nécessité s'est donc imposée à nos ennemis de chercher à progresser sur la rive gauche, de manière à venir à la même hauteur que sur la rive droite.

Leurs efforts dans ce sens ont été marqués par une série d'attaques, au cours de la deuxième quinzaine de mars, contre le Mort-Homme. Ils ont réussi à s'accrocher à ses pentes septentrionales et orientales (cote 265 et bois des Corbeaux). Ils sont entrés dans Malancourt le 31 mars, tandis que la lutte continue avec des alternatives diverses dans le bois d'Avocourt.

Dans de telles conditions, si l'état-major allemand continue à attendre, de ce qu'il appelle le *développement normal* des opérations, la prise de Verdun, c'est qu'il se rend compte de l'inanité des attaques brusquées et de vive force.

Mais ce *développement normal* trouvera-t-il devant lui une résistance passive ? Sa lenteur ne permet-elle pas la préparation à loisir d'une contre-attaque puissante ?

De l'opportunité et de la probabilité de cette contre-attaque il ne nous appartient pas de discuter.

**Général Verraux**

*Les jours se suivent...*

## NOTRE PARTI

*Un de nos confrères, qui a souvent changé son drapeau d'épaule (il l'a même quelquefois mis ailleurs que sur son épaule) estime que le moment est venu de fonder un nouveau parti.*

*Il semble, en effet, qu'en pleine bataille de Verdun le besoin d'un nouveau parti se fasse très vivement sentir.*

*Ce sera, bien entendu, un parti socialiste. Quel en serait le programme ? « Demain, répond le fondateur, nous nous appliquerons,* avec les autres partis, *à développer notre industrie, à refaire nos ports, à décentraliser, à lutter contre les fléaux de la dépopulation et de l'alcoolisme, etc. » Tout cela part du meilleur sentiment ; mais, direz-vous, si le nouveau parti fait exactement la même chose que les autres, qu'est-ce qu'il aura de nouveau, et à quoi bon le fonder ?*

*Je vois que, vous non plus, vous ne comprenez rien à la politique. Et cela m'encourage à fonder moi aussi un parti tout neuf, celui-là ! car il serait formé de braves gens qui, comme vous et moi, ne font pas de politique et sont résolus à n'en jamais faire au sens misérable où l'entendent les politiciens professionnels. Un parti qui ne ferait pas de politique ! Comme ce serait original !*

*On lui donnerait un nom plus original encore : on l'appellerait... le « parti français ». Et je sens bien tout ce qu'a de paradoxal cet audacieux néologisme ; mais nous finirions peut-être, même en France, par nous habituer à ce mot-là, et alors ce ne serait plus qu'un jeu de constituer les cadres du parti nouveau.*

*Comment ? Tout bonnement comme ceci : quand nos soldats seront de retour, ils formeront dans chaque ville, dans chaque village, une association pour continuer leur œuvre, c'est-à-dire la France. N'auront-ils pas dans l'esprit et dans le cœur quelque chose de commun, qu'ils rapporteront des tranchées, et qui les rapprochera mieux que toutes les sornettes électorales ?*

*Que nos poilus, montrant leur poil, constituent demain ce parti français, et vous verrez aussitôt rentrer dans leurs trous toutes les grenouilles de mares stagnantes. Mais, en vérité, si les politiciens nous fichaient la paix en même temps que les Boches, ne serait-ce pas trop de bonheur à la fois ?*

**Gustave Téry**

*Cheveux*

## Paulo majora canamus !

Turlot me dit :

— Je suis depuis deux jours la proie de l'optimisme le plus complet. Tu peux être tranquille : le grand coup est proche, le triomphe est assuré, et rien de grave ne préoccupe plus le commandement.

— Vrai ! m'écriai-je, tout prêt à partager sa joie. Tu as des tuyaux sérieux ? Tu as les confidences du chauffeur de Joffre ? Tu as dîné avec le cousin de la belle-sœur du beau-frère de Pétain ?

— Non, mon vieux, mieux que ça ! Il ne s'agit pas de phrases ni de boniments ; une preuve certaine !

— Laquelle ?

— Voilà... et il retira son képi puis me montra son crâne tondu comme un œuf. « Tu ne comprends pas ! »

Je pensais que Turlot était simplement fou ; il devina ma stupeur.

— Je vois que l'art de déduction t'est devenu complètement étranger. Ecoute-moi, pour partager ma conviction et ma foi. Hier, le colonel est venu passer une inspection à la caserne où traînent, de bureaux en ateliers, une cinquantaine d'auxiliaires. Tu crois peut-être qu'il s'est préoccupé de l'organisation du travail ? Point ! Il est satisfait sans doute du rendement de notre petit effectif, car il n'avait aucune fièvre ni aucun énervement, marque qu'un chef qui a des responsabilités les connaît et les pèse. Il avait les yeux brillants et, au coin des lèvres, le petit pli moqueur de quelqu'un qui va faire une bonne blague. Rassemblés sur un rang, il s'avança vers nous pour nous passer une revue, suivi d'un être vague, en bourgeron, qui dissimulait dans le creux de sa main un instrument mystérieux.

« — Tête nue ! commanda-t-il.

« Nous nous découvrîmes. Alors, d'un implacable index, il désigna des têtes, et

des têtes, et des têtes ; et l'homme au bourgeron, d'un geste brusque marquait chaque crâne désigné d'un large sillon de tondeuse — car c'était une tondeuse ! — il nous marquait comme des moutons au marché, pas pour faire un choix parmi nous, mais afin de satisfaire la passion du colonel pour les crânes nets et les fronts dégarnis.

« — Je viendrai à deux heures pour voir si tout le monde a les cheveux coupés ! dit celui-ci.

« Trois heures, le coiffeur, sans répit, ravagea nos toisons : on vit des mèches brunes et des mèches blondes... et des grises sous les arbres de la cour, et dans le corridor du réfectoire...

« Le colonel revint à deux heures, ne voulut rien voir d'autre que nos têtes tondues, dont l'exposition à la brise pointue de mars provoqua quelques rhumes. « Bien ! bien ! fit-il, c'est parfait ! Dépôt « bien tenu, on travaille, on fait son de- « voir. Mais je vous en prie, capitaine, « surveillez les cheveux, c'est très impor- « tant... »

« Et voilà pourquoi je déduis que tout va bien, que la paix victorieuse est proche, car si l'on avait l'ombre de l'ombre d'un souci, tu penses bien qu'on n'irait pas faire perdre la journée d'un chef pour les cheveux d'une poignée d'auxiliaires et de R. A. T. J'ai senti tomber mes mêches avec toute l'allégresse que comportait ce présage et je parierais que la victoire sera fêtée avant seulement que je puisse retracer une raie dans mes cheveux encore trop courts ! N'est-ce point ton avis ?

— Oh ! moi, tu sais, je n'ai pas d'opinion, répondis-je avec modestie. **J. B.**

# L'insolence des Bulgares

Le tsar des Bulgares poursuit sa politique d'asservissement et de persécution contre tout ce qui n'est pas bulgare dans les pays qu'occupent ses armées. Il a permis, sinon conseillé, d'abominables violences sur les Serbes, femmes, enfants et vieillards surtout, car les hommes en âge militaire sont morts ou sous les drapeaux, aux côtés des Alliés. Il dirige maintenant contre les Grecs des vexations méthodiques.

Les attentats bulgares contre les Grecs se sont multipliés depuis quelques jours : près de Florina, station frontière du chemin de fer de Salonique à Monastir, des comitadjis ont tué plusieurs paysans ; le bassin de Monastir, qui est une des régions riches de la Macédoine, a dès longtemps fixé les convoitises des Bulgares, dont la race est très loin d'y constituer une majorité ; ils veulent s'y implanter aujourd'hui en supprimant la population vraiment indigène.

« Nous sommes décidés, disait un diplomate bulgare peu après la dernière guerre des Balkans, à vivre notre vie nationale entre nous seuls Bulgares, sur les frontières de la Macédoine qui nous reviennent légitimement. » Les Bulgares sont donc décidés à exterminer ou à éliminer les Grecs des provinces qu'ils revendiquent ; et l'on ne sait exactement où s'arrêtent leurs revendications.

Ferdinand a la chance de se faire servir concurremment par une armée régulière et par des bandits qu'il pourvoit de fusils et de munitions et peut toujours désavouer, les comitadjis. Le gouvernement de Sofia présente la façade décente d'un Etat organisé à l'européenne ; en fait, il répugne d'autant moins aux procédés de guerre du Moyen Age — et du Moyen Age turc ! — que le roi Ferdinand a plus de goût lui-même pour les intrigues compliquées.

Sofia classe dans les comitadjis tous les auteurs des méfaits que les voisins de la Bulgarie dénoncent à sa bonne police ; au besoin, le ministère en fera pendre ou fusiller quelques-uns, pour raviver la confiance des protestataires.

Pour qui regarde les faits d'un peu loin, à distance de perspective, il est clair que réguliers et irréguliers, fonctionnaires et chefs de brigands sont les agents de la même et unique volonté, celle d'un prince qui n'a pas perdu l'espoir de ceindre un jour la couronne d'Orient. Ses consuls, dans les districts frontières, font arrêter les préfets grecs; ses avions bombardent Salonique, où les Grecs sont leurs plus nombreuses victimes ; ses comitadjis pillent les fermes grecques de Macédoine et assassinent les paysans.

Pourquoi Ferdinand se gênerait-il ? Le ministère Skouloudis attend, pour réclamer, que les députés de Salonique lui aient remis un mémoire qui ne doit cependant pas lui avoir appris rien qu'il ignorât. L'honorable collectionneur qui préside ce cabinet farouchement neutraliste répond à M. Jean Dragoumis, qui l'interpelle au Parlement, sur un ton d'humble mansuétude. Oui, il s'est plaint à Sofia ; il y a tout lieu de croire que ses requêtes auront satisfaction ; pas un mot contre les aviateurs qui ont bombardé Salonique, contre les assassins de paisibles laboureurs.

Il y a mieux. Un journal officieux d'Athènes, le *Nea Himera*, signale les mauvais procédés des Bulgares... aux Allemands qui ont la haute main en Bulgarie . « Des déclarations officielles bulgares, dit-il, nous parlant de dispositions pacifiques envers la Grèce, ne nous suffisent pas , nous ne les considérerons pas comme sérieuses aussi longtemps que nous ne verrons pas le poing allemand imposer au dernier brigand bulgare le respect dû à la Grèce. »

**Louis Bacqué**

# Hors d'Œuvre

**[La censure autorise aujourd'hui l'article de Zette interdit hier.]**

## Pas si bêtes !

*Il y a un an que les Boches ont envoyé un œuf de Pâques au président Poincaré.*

*Il y a un an ; et c'est pourquoi la censure qui, à cette époque, avait interdit tout commentaire sur cet événement d'ordre à la fois diplomatique et militaire, nous permettra aujourd'hui d'accuser réception aux expéditeurs.*

*Le cadeau est à l'Elysée. La manière dont il est parvenu au destinataire vaut la peine d'être contée.*

*Le président de la République, selon sa vaillante habitude, employait ses vacances de Pâques à visiter le front des armées, du côté de Nieuport.*

*Par hasard, un premier obus éclata à quelque distance de l'auto présidentielle ; par hasard, un deuxième obus tomba sans éclater, beaucoup plus près. Un officier de la suite alla jeter un coup d'œil sur le projectile, par curiosité.*

*C'était un obus dont la fusée avait été enlevée ; et sur l'obus même était gravée cette inscription votive :*

« Au seigneur Poincaré, en guise d'œuf de Pâques, cet obus qui, d'ailleurs, fait partie de ses munitions. »

*L'obus était, en effet, un obus de 75, tiré par un canon qui, quelque temps auparavant, figurait dans une de nos batteries.*

*M. Poincaré fit ramasser ce souvenir et l'emporta précieusement.*

*Cette anecdote balistique, authentique et historique, vous prouve au moins une chose :*

*C'est que les Boches, admirablement documentés sur tout ce qui concerne notre organisation militaire, sont aussi merveilleusement renseignés (à quelques mètres près) sur les déplacements présidentiels.*

ZETTE

## Le record de la chinoiserie

L'Etat vient de plaider contre l'Etat devant la première chambre du tribunal de la Seine et à l'occasion de la mort accidentelle d'un cheval destiné à la remonte du 24e régiment d'artillerie.

Le décès de ce cheval s'étant produit dans un wagon, l'Etat-ministère de la guerre réclamait à l'Etat-chemins de fer la valeur de l'animal.

Qui devait encaisser l'indemnité éventuelle ?

L'Etat.

Qui devait payer cette indemnité ?

L'Etat.

Qui devait également payer les frais du procès ?

L'Etat.

L'Etat se trouvait donc exactement dans la situation d'un monsieur qui, ayant tué par imprudence son chien à la chasse, s'intenterait à lui-même un procès en dommages-intérêts... Il est bien probable que ce monsieur, pour économiser les frais, transigerait avec lui-même et arrangerait l'affaire à l'amiable en faisant passer de sa poche droite dans sa poche gauche le montant de la valeur du chien.

Mais l'Etat ne manque jamais une occasion d'user du papier timbré ; il y trouve son bénéfice.

L'Etat a donc plaidé. A la grande satisfaction de l'Etat-chemins de fer, le tribunal a décidé qu'aucune faute n'avait été commise, et l'Etat-ministère de la guerre, débouté de sa demande, a été condamné à payer 800 francs de dépens à l'Etat-Trésor public.

## Instructif

Le *Bulletin des Armées* est instructif. Parmi les nominations au grade de chevalier de la Légion d'honneur publiées par cet organe spécial, nous relevons celle-ci :

« D..., ouvrier d'état, parc d'artillerie n° 5 d'une armée : excellent serviteur, très zélé, très actif, adjoint à l'officier chargé de la réparation et de la confection des roues. Donne tous ses soins à cet important travail et en assure la bonne exécution. »

Sans doute cet excellent artisan est-il chargé de réparer les roues du char de l'Etat, à moins que ce ne soit celles de la Fortune. Espérons qu'il confectionnera de solides roues pour le char de la Victoire, auquel les modestes poilus des tranchées ont bien le mérite d'avoir ajusté quelques rayons.

## Colis-postaux (suite)

Une de nos lectrices, le 23 février, avait envoyé un colis-postal à son fils qui se bat dans la région de Verdun.

Le colis-postal n'étant pas parvenu au destinataire, elle alla réclamer au bureau de la rue de Palestro, d'où on la renvoya au n° 55 *bis* de la rue Jean-Jacques-Rousseau.

Là, on voulut bien lui dire que, *depuis le 20 février*, la distribution des colis était suspendue et qu'aucune réclamation ne serait admise.

Or, une note a été publiée pour prévenir « le public » qu'à partir du 1er mars on n'accepterait plus de colis pour le front.

Mais du 20 février au 1er mars, c'est-à-dire pendant dix jours, les bureaux d'expédition ont continué à prendre, du « public » qui n'était pas prévenu, des colis qui ne devaient pas partir.

Et maintenant on répond avec désinvolture qu'aucune réclamation ne peut être admise.

On devrait tout de même avoir certains égards pour ce bon « public » qui se compose des pères, des mères et des sœurs de nos soldats.

Les colis, par grande faveur, sont expédiés gratuitement. Mais il faudrait songer aux privations que représente souvent leur contenu, aux sacrifices qu'a faits l'expéditeur pour envoyer à son soldat quelques douceurs qui n'arriveront jamais à leur destination.

## On demande..

On demande à adopter une petite orpheline serbe, âgée de trois à quatre ans. S'adresser au docteur Décoly, Mussidan (Dordogne).

# Une énigme

Je ne comprends plus. Et je ne suis pas le seul !

Voyons ! La presse anglaise et la presse française étaient bien d'accord, n'est-ce pas, pour flétrir les zeppelins qui, au lieu de bombarder des casernes ou des usines de guerre, viennent planer au-dessus des villes paisibles et éventrer dans leur lit les femmes et les enfants endormis ?

J'ai bien lu — je ne l'ai pas rêvé ? — que ceci n'est plus de la guerre, que c'est de la souffrance inutile, affreuse là où elle tombe, mais trop clairsemée pour ébranler le moral du peuple ennemi ? Et les équipages des zeppelins qui acceptent de commettre ces forfaits, même en service commandé, nous ne trouvons pas d'épithètes assez infamantes à leur décocher après chacun de leurs assassinats : « Ah ! si seulement on les tenait, ces bandits ! » répétait chacun en crispant les poings vers le ciel.

Eh bien ! on les tient. O joie ! L'Angleterre en a repêché dix-huit par la peau du cou, qui étaient en train de se noyer dans la Tamise.

— Comme on repêche des rats crevés dans l'eau d'une fontaine, pour ne pas l'empester ?

— Pas du tout. La Tamise est large. Elle aurait avalé ces dix-huit rats pesteux sans en être empoisonnée.

— Alors, on les a sauvés pour les mieux châtier, pour leur appliquer la peine du talion, pour les livrer peut-être aux parents des cent neuf victimes de vendredi, des cent vingt victimes de samedi, et de la foule encore inconnue des victimes de dimanche ?

— Vous n'y êtes pas ! On leur a donné de la flanelle et des vêtements chauds, un lunch réconfortant. Puis on les a installés à Chatham, dans une belle caserne. A leurs deux officiers on a offert deux chambres très gaies, où ils vivent comme au club, servis par leurs ordonnances, faisant venir leurs repas du mess. Les journalistes admis à les interviewer, comme des héros tombés du ciel, notent avec déférence leurs paroles superbes, leur grand air aristocratique et leurs décorations. Vous verrez que demain on leur demandera leurs photographies avec des autographes.

— Je ne comprends plus...

— C'est bien ce que je vous disais. Nous ne critiquons pas. Mais nous demandons à comprendre...

**Maurice de Waleffe**

# LE PROCÈS
# Laborde, Lombard, Garfounkel et Cie

## Quatrième audience

### INTERROGATOIRE DE LOMBARD

Il a duré près de trois heures sans apporter aucune révélation inédite.

L'accusé, placide, fait d'une voix sourde le récit de faits qui ne sont pas toujours liés à l'accusation. Il dit sa vie, ses études, défend ses titres scientifiques et se disculpe d'un mot : « J'ai touché, mais c'était au bénéfice de mes œuvres. »

Il dit aussi comment il parvint à être à la tête de deux hôpitaux. On l'attendait là. Mais c'est une déception. Pour l'hôpital 27, rien de plus simple. A la déclaration de guerre, une foule irritée voulait saccager la brasserie Karcher, bien que son propriétaire soit le maire d'un arrondissement de Paris. Lombard passait.

— J'eus l'idée d'aller au poste de secours tout proche des Sauveteurs Ambulanciers. J'en pris le drapeau, courus à la brasserie et l'y arborai en criant : « C'est une ambulance. N'y touchez pas. »

Et ainsi fut fondé — d'après Lombard — l'hôpital 27 du XIe arrondissement. *Se non è vero è bene trovato.* Nul ne faisant d'objection, Lombard explique la fondation de l'hôpital 38 par un récit où il mêle la *Croix de Lorraine*, le *Comité des Amitiés Musulmanes* et le professeur Gaucher.

Mais il ne dit pas comment le Service de Santé le considéra comme médecin-chef de ces deux hôpitaux et, nul ne l'interrompant, il continue son homélie.

Nul n'est plus innocent que lui. Il cherchait à avoir des malades, certes, mais tous les chefs d'hôpitaux faisaient comme lui. Evidemment. il a recommandé quelques personnes. Mais c'étaient des amis.

— Musseau, par exemple, qu'on appelle mon rabatteur, je le connaissais de longue date. Il est venu installer un débit près de ma demeure. J'allais chez lui de préférence, parce que c'est moins cher et qu'on reste moins longtemps.

Avais-je besoin d'argent ? J'ai vingt mille francs de rentes. Loin de demander, j'ai toujours beaucoup donné. Je payais trois mille francs par an de cotisations diverses. Mes obligés sont innombrables. Ceux qui m'accusent maintenant se traînaient jadis à mes pieds.

On attend quelques noms de ces obligés, qui furent peut-être aussi des protecteurs. Mais Lombard tourne court. D'ailleurs, dans son récit, bien des phrases restent inachevées, dont le début semblait annoncer une révélation.

Visiblement, l'accusé se contient.

Le colonel Favart intervient dans le monologue.

D. — Ne parlons pas de votre passé. Arrivons aux faits sans préambule. Vous êtes nommé médecin-chef, ou vous en avez la fonction, c'est entendu. Comment avez-vous accepté d'hospitaliser des militaires sur des faux ?

R. — Mais je n'en savais rien. Je ne connaissais pas la signature des majors.

D. — Pourquoi avez-vous des cartes de visite du docteur Saint-Maurice ?

R. — Pour m'éviter la peine d'écrire son adresse.

D. — Mais depuis quand une hospitalisation militaire exige-t-elle le diagnostic d'un médecin civil ? Elle se fait uniquement sur billet d'hôpital délivré par le major du corps ou celui de la Place. Ils n'ont nul besoin de certificat préalable.

R. — Je ne savais pas.

D. — Comment avez-vous accepté le soldat Malcuit qui n'avait même pas passé de visite à la Place ? Vous le saviez, puisque vous en aviez donné l'ordre à Dubosq.

R. — Dubosq dit cela, mais c'est inexact. J'affirme n'avoir cru commettre aucune irrégularité. D'ailleurs, mes hôpitaux ont été inspectés plusieurs fois. Tous mes malades ont été vus. Je n'ai jamais reçu la moindre observation.

Et la défense de Lombard continue toujours aussi simple. Garfounkel ? Il l'a connu comme étudiant chimiste (?). Il s'est intéressé à son affaire de stérilisation. Il devait y verser quinze mille francs. C'était une affaire sérieuse.

— J'y ai vu des personnalités telles que je ne m'y suis pas cru déplacé (*sic*).

Et, revenant à sa défense :

— Je ne demandais qu'à faire plaisir à tout le monde. Je n'ai touché que pour subvenir aux frais des hôpitaux. Je n'ai jamais rien demandé. J'ai peut-être laissé comprendre qu'il me serait agréable qu'on me donnât.

De Laborde on ne parle guère. Peut-être parce qu'il est absent.

Me Demange, avocat de Lombard, intervient pour déclarer qu'il n'existe aucune preuve contre son client que les déclarations de deux co-accusés.

### INTERROGATOIRE DE GARFOUNKEL

Il est plus décevant encore que celui de Lombard. L'accusé semble mettre une certaine coquetterie à ne nommer aucune de ces puissantes « relations » auxquelles il fait pourtant de fréquentes allusions.

Il ne désigne que son « grand ami » Jouin, sous-chef de la Sûreté, dont il fait grand éloge. Mais M. Jouin est mort, victime de Bonnot.

Pour Garfounkel, tous ses malheurs viennent de sa première condamnation. Il croyait que la réhabilitation prononcée en sa faveur avait tout effacé. Hélas ! il n'en est rien.

Toute ma vie, j'ai lutté pour effacer cette tache. Qu'avais-je fait, cependant ? J'aimais une femme. Un jour, son frère apporte chez moi une sacoche. Dès que je sais qu'elle est le produit d'un vol, je la restitue. On m'arrête pourtant, et j'ai lourdement expié cette imprudence...

Réhabilité, Garfounkel obtient sa naturalisation. Il néglige d'ajouter les palmes académiques et aussi de dire à qui il dut cette série appréciables de faveurs.

— Je suis victime de jalousies et de cancans. Dès la mobilisation, j'ai été dénoncé pour toutes sortes de méfaits imaginaires. On a fait enquêtes sur enquêtes. C'est sur les dires de ma concierge, de ma bonne et de ma dactyldographe que j'ai été représenté comme un malhonnête homme.

Lui aussi est riche et n'a jamais rien fait par intérêt. Les chiffres qu'il donne sont plus impressionnants que ceux de Lombard. Un seul brevet fut vendu par lui 90.000 francs. Lui aussi n'a fait qu'obliger des amis. Il en avait tant.

D. — Pourquoi avez-vous pris la fuite ?

R. — Je n'ai pas fui. J'étais malade. Je suis allé me soigner en Suisse.

D. — Pourtant, le soir de votre départ, vous sembliez très gaillard en dînant à la gare de Lyon.

R. — Le certificat du docteur suisse qui m'a soigné démontre le contraire.

*Le commissaire du gouvernement.* — Ce docteur a déclaré que vous l'aviez mystifié.

A ces mots, Me Charles Philippe bondit, et c'est le début d'un incident qui remplira la fin de l'audience. Le défenseur exige la preuve de cette déclaration du docteur Rienzer. Il l'exige si violemment que le président le rappelle au calme.

On finit par se mettre d'accord. Il n'y a pas, à proprement parler, de preuve, mais une déclaration d'agent que le docteur suisse aurait contredite par un certificat postérieur.

De la façon dont le sénateur Grosjean le fit passer en Suisse Garfounkel parle brièvement et n'est pas sollicité d'insister.

Pour terminer et le confondre, le commandant Marcet fait lire des lettres qui paraissent gêner l'accusé. Sa femme et lui parlaient à cœur ouvert. Sa condamnation y apparaît certaine.

« Mais, dit Garfounkel, dans cinq ans et demi, je referai ma vie. » Chocolat en aura pour trois ans. Piège, quatre ans.

Chocolat, c'est Lombard, et, Piège, c'est Laborde. Laborde paraît peu goûter le surnom et le pronostic.

**Quand Anastasie aura un moment...**

# Les députés serbes
## AU PALAIS-BOURBON

Une délégation de dix députés serbes est venue hier au Palais-Bourbon en vue de créer un comité interparlementaire franco-serbe analogue au comité franco-britannique.

Présentés par M. Garat, député des Basses-Pyrénées, revenu récemment de Salonique, les députés serbes ont reçu à la Chambre le plus sympathique accueil.

M. Georges Leygues, président de la commission des affaires extérieures, et les députés présents à la Chambre lui ont souhaité la bienvenue.

*Nous prions nos abonnés de vouloir bien, pour chaque changement d'adresse, nous envoyer l'une des dernières bandes de leur journal, en l'accompagnant de* **0 fr. 50** *en timbres-poste.*

# "L'OEuvre" Militaire

*Lettres du Front*

## L'inutilisation des compétences

On se rappelle l'histoire charmante de ce jockey que son bureau de recrutement avait affecté à l'infanterie. C'est le cas-type d'une des plus douces manies de notre bureaucratie militaire : à la caserne, les ouvriers cordonniers étaient généralement recrutés parmi les mécaniciens, charpentiers, couvreurs, maçons, et les sapeurs parmi les charcutiers, cultivateurs ou cordonniers. On en riait ; c'était le temps où l'œuvre de Courteline était le vivant tableau de la vie au quartier. Mais nous ne sommes plus au quartier, et chaque minute gaspillée à enseigner un métier nouveau à un imbécile ou à un débrouillard nous coûte de l'or et des vies humaines.

Rien de plus remarquable à cet égard que la situation des ouvriers métallurgistes au début de la guerre : on avait oublié qu'ils seraient nécessaires pour fabriquer des obus. Mais, Charles Humbert ayant dénoncé cette loufoquerie de notre sacro-sainte administration, Albert Thomas a pu imposer à nos chefs de bureau quelques mesures de bon sens, qui ont eu le plus heureux effet sur notre ravitaillement en munitions.

Nous avons beaucoup d'autres méfaits de ce genre à nous reprocher. Ainsi, pourquoi avions-nous si peu d'officiers de réserve, sinon parce que nous n'avions pris aucune mesure réaliste pour en avoir ?

Je me rappelle qu'au temps de la première loi de trois ans et des étudiants qui faisaient dix mois, on demandait aux officiers de réserve de faire 28 jours tous les deux ans, sans leur accorder aucun avantage en échange de cet assujettissement. Bien entendu, on trouvait fort peu de candidats. Il est résulté de cet aveuglement devant les faits que, durant le dernier trimestre de 1914, nous n'avions pas un officier valide dans les dépôts pour combler les vides résultant de la Marne, l'Aisne, Nancy, Arras et l'Yser. Mais nous aurons à revenir là-dessus après la guerre.

En attendant, pouvons-nous dire, après vingt mois d'expérience, que l'on utilise toutes nos ressources en hommes, c'est-à-dire que l'on emploie chacun à la place où il fournirait le meilleur rendement, *the right man on the right place* ? Je réponds carrément : NON.

Pour que tout le monde fût à sa place, dans cette formidable machine qu'est l'armée, il faudrait que les innombrables chefs des candidats plus innombrables encore fussent tous doués du sens psychologique le plus délié et du don de juger rapidement les hommes. Mais Dieu répartit inégalement ses dons, et l'on comprend qu'il est impossible qu'il n'y ait pas des erreurs dans les jugements portés sur des hommes qui n'ont pas à tout moment l'occasion de faire voir leurs qualités.

Il faudrait, d'autre part, que l'on eût insisté davantage sur l'importance du choix du personnel. Notre généralissime, dans plusieurs circulaires extrêmement justes dans leur ton comme dans leur fond, a appelé à plusieurs reprises l'attention sur cette question. Mais il faut fraper souvent sur un clou pour le faire entrer dans certaines têtes rétives.

Ainsi l'on attribue toujours trop d'importance à l'ancienneté. Deux choses comptent à la guerre : le caractère et le sens des réalités. Lorsque ces deux qualités sont réunies, peu importe l'âge, peu importe l'ancienneté dans le grade : il faut donner de l'avancement à celui qui a la figure, l'intelligence et l'énergie d'un véritable chef de guerre. Nous n'avons pas assez de colonels de quarante ans, pas assez de chefs de bataillons de trente ans, pas assez de capitaines de vingt-cinq ans. Et ce sont eux pourtant, en fin de compte, qui posséderont la victoire.

Et puis, comme l'a très bien dit notre généralissime dans une circulaire pas très ancienne, il faudrait que les chefs de corps comprissent qu'il vaut mieux pour la France que la valeur des corps de troupe soit un peu plus égale. C'est-à-dire que, possédés par un désir naturel de conserver leurs bons sous-ordres, certains chefs de corps ne consentent pas assez à désigner à l'attention de leurs généraux des officiers qui seraient indispensables dans des régiments appauvris.

Il existe à cet égard de curieuses disproportions entre des régiments ou bataillons farcis d'excellents officiers ou d'adjudants énergiques, et d'autres corps où le recrutement ne fournit que peu d'éléments susceptibles d'exercer un commandement. Et cela, parfois, dans la même armée. D'où il résulte, comme conséquence dernière, que l'avancement est très inégal, et que l'on décourage des hommes jeunes, ambitieux, et mille fois prêts à se faire rompre les os pour obtenir des galons ou des croix. Et ce dernier argument a bien son importance.

L'homme est l'homme. On ne le mène pas qu'avec des discours. Il se fait fort bien casser la figure. Mais il rouspète si on ne le récompense pas. Et j'ai souvent observé, au cours de cette guerre, que les meilleurs corps et parfois les meilleures compagnies, étaient ceux où le chef s'occupait avec perspicacité à choisir ses gradés et à faire citer tous ceux qui le méritaient. (Qu'est-ce qu'une décoration, puisque ce sont toujours les décorés qui se font tuer les premiers ?)

Que le choix parmi tant d'hommes soit difficile et que des oublis puissent être commis, cela n'excuse pas certaines erreurs monstrueuses dans lesquelles j'ai vu tomber maintes et maintes fois.

Je sais un superbe tragédien, décoré de la croix de guerre dans un des secteurs les plus durs du front, que l'on a laissé simple soldat, alors qu'il était courageux, d'une prestance magnifique, intelligent, audacieux et qu'il eût fait un chef de section et même un commandant de compagnie excellent. Son chef de bataillon l'ayant employé pendant deux mois comme cycliste à ravitailler sa popote, le tragédien, furieux, a plaqué sa bicyclette et s'est fait mettre scribe dans un quelconque bureau du front. Ce qui s'appelle perdre un officier par la faute d'un sot égoïste.

Je connais un compositeur dont on a fait un scribe alors que l'on pouvait en faire un officier d'état-major. Son intelligence, sa finesse, son tact seraient inappréciables dans un bureau où il remplacerait ou doublerait un officier qui pourrait aller plus souvent dans les tranchées voir ce qui s'y passe.

Je sais où se trouve un correspondant de guerre, actif, solide, énergique, apte à tout, et que l'on laisse croupir comme sous-officier dans un bureau de port. Il ferait un superbe officier de tirailleurs ou un missionnaire en pays musulman. Mais on feint d'ignorer ses connaissances acquises jadis au prix de mille dangers.

Je sais un professeur de faculté qui s'engagea, et en deux mois fut nommé officier. On l'a laissé croupir onze mois dans le commandement d'une section sans voir que l'on pouvait faire de lui un officier d'état-major ou un capitaine apte à prendre au feu n'importe quel commandement. C'est un garçon qui fume des cigarettes au combat, donne des commandements d'une voix égale, toujours gai, et à qui j'ai entendu dire le plus de choses exactes sur la tactique. En août 1914, comme caporal, au premier combat, il critiquait déjà les formations insensées que prenaient devant nous certains capitaines férus de règlement. Et il annonçait froidement que la guerre serait longue. On le regardait même un peu de travers... Aujourd'hui, rebuté par l'inaction où on le laissait avec 200 hommes dans la tranchée, il est parti, je ne sais plus où, avec des nègres. Il se fera tuer bêtement sans appliquer ses facultés d'organisateur.

Je citerai encore le cas de cet écrivain qui demanda à passer de la territoriale dans l'active, fut cité plusieurs fois, que l'on ne nomma jamais caporal, et qui finit, sans doute exaspéré par le sentiment de la sottise de ceux qui le laissaient en panne, par filer comme secrétaire dans un état-major. Un homme qui aurait pu faire un officier si précis, si exact, si maître de lui... Je ne puis pas penser à cette sottise-là sans me mettre en colère.

Et combien d'autres comme ceux-là, qui se rebutent lorsqu'on les oublie. Nous avons des ressources, c'est évident. Mais nous ne sommes pas non plus si riches que nous puissions cracher sur le rôti. La guerre exige une utilisation complète des facultés de tous les Français. Il serait déraisonnable qu'on ne le comprît pas partout.

**Capitaine Z.**

## L'usage du droit d'appel pour les réformés

Les réformés s'imaginent généralement que leur situation pécuniaire est réglée par la commission spéciale de réforme devant laquelle ils sont passés ; erreur complète ! La commission spéciale se contente de proposer ; c'est le ministre qui dispose, ou plutôt la commission consultative du ministère, dont le ministre suit l'avis. Notons en passant que cette commission est composée en majorité de fonctionnaires et que les médecins y sont en minorité. Je n'irai pas jusqu'à dire que l'opinion de la commission consultative diffère toujours de celle de la commission spéciale ; le mot « toujours » serait exagéré ; contentons-nous de « souvent », de « très souvent ». Combien sont-ils les malheureux qui s'imaginent avoir un congé avec pension et qui ont dû se contenter d'une gratification renouvelable... voire de l'auxiliaire ! La loi leur donne, naturellement, le droit de se pourvoir devant le Conseil d'Etat et elle leur fixe deux mois, à partir de la signification qui leur est faite par le ministre, pour exercer ce pourvoi.

Dans la réalité, ce délai est pratiquement réduit à un mois, parce que la signification est toujours faite un mois après la date de la signature ; c'est cette dernière date qu'on peut opposer à l'intéressé, puisque c'est la seule qu'il ait entre les mains et dont il puisse faire la preuve !

Pourquoi cet usage qui lèse des intérêts qui ont déjà été suffisamment molestés et qui rend trop souvent le droit d'appel inopérant ?

Inopérant, il l'est encore pour une autre cause : l'ignorance absolue des formalités à remplir. Pour la plupart de ces pauvres gens, le Conseil d'Etat, c'est tout un monde ! Ni eux, ni leur entourage n'ont la moindre idée de ce qu'il faut faire pour l'aborder.

Il y aurait deux additions à apporter à la rédaction des titres de réforme : 1° les revêtir de la date exacte, écrite, officielle, de la signification, afin de donner à l'intéressé, conformément à la loi, les deux mois pleins pour les délais d'appel ; 2° indiquer d'une façon claire et complète les formalités à remplir pour exercer un pourvoi. Ces deux modifications permettraient aux réformés de défendre utilement leurs droits.

**Mortimer-Mégret**

## Réponses

*G. S.* — Evidemment, c'est très regrettable. Espérons que vous serez prochainement rétablie et que vous pourrez alors aller voir votre mari.

*J. G. S. O.* — Adressez une demande au général commandant votre région.

*96 V. S. T. P.* — On peut vous accorder cette faveur, mais ce n'est jamais un droit.

*I. R. S.* — Vous pouvez, étant en sursis, adresser directement une demande à la Direction de l'aéronautique.

*Gabriel Ancenel.* — Certainement, vous avez ce droit.

*A. B. C. 88.* — Aucune décision, quant à présent, n'a été prise au sujet des militaires dans votre cas.

## Les métèques sont mis à la porte... de leur cabaret

Le Cabaret des Métèques, dont nous parlions hier, a vécu. Le préfet de police, répondant à notre invitation, vient de prendre un arrêté de fermeture et, hier soir, cet établissement avait clos ses portes devant lesquelles deux braves agents montaient la garde. Tout est donc pour le mieux. Nous remarquerons seulement qu'il est au moins étrange que ce soit aux journaux à indiquer à l'administration de M. Laurent des scandales de ce genre.

Quand on connaît la surveillance qui est exercée sur les cinémas, les cafés-concerts, les théâtres et les scènes subventionnées elles-mêmes, on n'arrive pas à s'expliquer la tolérance dont jouissent certains établissements spéciaux.

On ne saurait trop recommander à la police d'ouvrir l'œil, car sa vue paraît un peu fatiguée, si on en juge par le nombre de Boches qu'on rencontre encore à Paris. La peu intéressante clientèle du cabaret fermé va se transporter un peu plus loin, où le scandale renaîtra. Elle n'aura que l'embarras du choix, surtout que, depuis quelques mois, ce ne sont pas les endroits où l'on s'amuse — et où l'on s'amuse comme il n'est pas permis de le faire, même en temps de paix — qui manquent à Montmartre.

## Gardez vos vieux papiers

Le Groupement des Intérêts Economiques de la Presse Française a récemment annoncé que, pour parer en partie à la raréfaction du papier journal, il allait procéder à une récolte de tous les vieux papiers, actuellement inutilisés, qui se trouvent en France.

Nous donnerons prochainement des détails sur l'organisation de cette récolte qui, à titre d'essai, commencera à Paris et dans les trois départements de Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, le 15 avril prochain.

En attendant, gardez vos vieux papiers.

## LES ÉLECTIONS EN ESPAGNE

*Madrid, 2 avril.* — Sont proclamés élus députés en vertu de l'article 29 de la loi sur les élections législatives, les candidats suivants qui n'avaient pas de compétiteurs : 85 libéraux, 36 conservateurs, 4 partisans de M. Maura, 4 réformistes, 7 de nuances diverses

Les élections générales auront lieu, dans les autres circonscriptions, dimanche prochain.

## L'ALLIANCE ÉCONOMIQUE

Un récent décret du gouvernement britannique a prohibé l'entrée en Angleterre d'une quantité d'articles de fabrication française. Est-il utile de rappeler que ces mêmes articles avaient déjà été frappés d'un droit de douane de 33 0/0 ?

Hâtons-nous de reconnaître que cette mesure n'a nullement été prise dans le but de nuire à l'industrie française, mais uniquement pour certaines raisons d'ordre économique particulières à l'Angleterre et dont elle a dû s'occuper sans délai.

Il n'en est pas moins vrai que ce décret atteint lourdement un grand nombre d'industriels français qui ont des succursales en Angleterre et qui ne pourront plus les approvisionner. Est-il juste qu'une prohibition aussi radicale, aussi inattendue, soit venue les atteindre dans leurs intérêts, alors que l'opinion publique tout entière, en France comme en Grande-Bretagne, demande que l'alliance militaire d'aujourd'hui devienne demain une alliance économique aussi étroite, aussi cordiale, aussi « égale » que la première ?

Nous savons que l'ambassade de France s'occupe activement de la question et qu'elle a l'espoir d'obtenir une solution conforme aux justes revendications de l'industrie française. Mais nos amis anglais nous permettront de souhaiter que cette solution intervienne dans le plus court délai : il n'y a actuellement qu'une industrie qui puisse être mise en interdit, c'est l'industrie boche.

Et l'Angleterre, tout en tenant compte des intérêts de ses propres industriels, trouvera certainement un moyen d'y satisfaire sans compromettre ceux d'une partie très intéressante de l'industrie française.

*L'Impôt sur le revenu*

## Requête au ministre des Finances

La déclaration n'est pas obligatoire, mais M. Ribot le regrette et la conseille vivement à tout bon citoyen. Les mobilisés qui ne sont pas dans la zone des armées doivent la souscrire. Il leur faut pour cela des feuilles officielles qu'on distribue dans les mairies. Mais cette distribution a lieu de 9 h. du matin à 6 h. du soir. Or, les mobilisés, même libres de coucher chez eux, rejoignent casernes ou bureaux bien avant 9 heures et ne sortent pas avant 6 heures.

Comment M. Ribot veut-il qu'ils fassent leur déclaration ?

Ne pourrait-il obtenir de ses préposés quelques instants de présence supplémentaire ?

S'il ne peut l'obtenir de ces civils pour un travail utile, ne pourrait-il alors faire donner plus de liberté aux militaires par son collègue de la guerre ?

Leur travail n'y perdra guère, car ils ne font rien ou à peu près. Et ils auront plus de loisirs, non seulement pour faire leur déclaration, mais pour gagner de quoi payer l'impôt.

Double profit pour nos finances qui font bien partie aussi de la Défense Nationale.

---

FEUILLETON DE L' « ŒUVRE »
du mardi 4 avril 1916

27

# Les Mystères de Corneville

ou

## L'ESPION MALGRÉ LUI

**Roman inédit**

PAR

**JEAN DRAULT**

### PREMIÈRE PARTIE

LES SECRETS
DU DEUXIEME BUREAU

### V

« SCHWEINSCHLACHTEN MIT TAFELMUSIK ! »

Les jupes étaient fripées, effilochées, pleines d'accrocs et de taches. Les bottines étaient éculées ; leurs hauts talons tournés. Les chapeaux étaient déformés, aplatis, avec des plumes hérissées qui retombaient ou plongeaient comme celles des coiffures classiques des ivrognesses de Whitechapel.

Certaines ombrelles arborées par ces hétaïres teutonnes qui contribuaient à consacrer à l'étranger la réputation babylonienne de Paris rappelaient le squelette du parapluie de Footitt dans les pantomimes nautiques du Nouveau-Cirque.

Des prolétaires barbus, à lunettes et à gros ventre, en pantalon et en chemise de flanelle, fumaient la longue pipe de porcelaine. Ils avaient à la main, qui un rabot, qui un marteau, ayant interrompu leur menuiserie pour accourir à la cérémonie de réception du nouvel interné.

Des bonnes nu-tête, en tablier blanc, dans le costume même où elles servaient, quatre jours auparavant, dans les pensions de famille pseudo-anglaises du quartier de l'Etoile se mirent soudain à valser sur le gazon avec des fraülein à binocle qui, relevant leurs jupes, gambillèrent frénétiquement. Elles provenaient de familles bourgeoises de Passy qui demeuraient inconsolables de leur départ. Car où trouver, pour les enfants, des surveillantes plus correctes, d'une moralité plus chatouilleuse ?

L'Autriche-Hongrie ne se tenait point à l'écart. Représentée par des sujets hirsutes, foncés de peau, barbus jusqu'aux yeux, surmontés de chapeaux enrubannés, elle devenait le boute-en-train de cette réjouissance internationale. Une femme dont le corsage portait, au collet, un numéro de caisse avec ces mots : *Bazar franco-russe*, s'était laissée enlacer par un interne croate qui portait le frac bleu à larges boutons de métal des maîtres d'hôtel de wagons-restaurants. Elle criait, tandis que son danseur, les yeux au ciel, béatement, la faisait tourbillonner : « On sé groirait au gadorze chuliet, *mein lieber !* »

La « garde civile » de Corneville n'en perdait pas une bouchée. Elle était là, tout entière, comme vous pensez bien, le nez au vent, le bonnet de coton dressé, attentive. Et, ma foi, quelques vieux de cette garde héroïque se mirent à giguer en mesure. Deux des transfuges du promenoir des Folies-Bergère leur faisaient aussitôt vis-à-vis et esquissaient un tango évocateur des temps récents où tout ce qui était très boche était catalogué, du coup, très parisien.

— Ah ! si ta femme te voyait, mon garç ! cria Hormidas à l'un de ses concitoyens.

— Ah ! ça ! mais ! se dit M. Perrussel, il n'y a plus qu'ici qu'on s'amuse ? Et que fait Pathé ?... Que de films perdus !... Tiens !... Encore une figure de connaissance !...

Son attention venait d'être attirée par un pensionnat de garçonnets et de fillettes qui débouchait d'une des voûtes du manoir, conduit par une institutrice en robe jaune serin. C'est cette institutrice qu'il reconnaissait. Il l'avait vue, un mois plus tôt, quand sa brouille avec Hélène lui laissait des loisirs, chanter, court-vêtue d'une robe imitée des dessins de Willette, dans une revue de la Scala : *C'est moi que j'suis la p'tite femme de Montmartre*. Son état civil disait qu'elle était de Düsseldorf, la p'tite femme de Montmartre. Pour l'instant, elle faisait marcher au pas l'école du camp dont on lui avait confié la direction. Garçons et fillettes, tombant en plein dans une cérémonie officielle, prirent d'eux-mêmes le pas de parade, tandis que la p'tite femme de Montmartre scandait avec énergie ce mouvement réglementaire : *Ein ! zwei ! Ein ! zwei !*... Ce, sous les yeux des parents attendris qui se tenaient aux fenêtres féodales des bâtiments du fond de la cour, sous les cordes tendues où séchaient leurs nippes.

Cette cité austro-boche poussée en terre normande, dans le cadre d'un vieux manoir, apparaissait à M. Perrussel, sous l'ardente caresse du soleil d'août, comme la reproduction d'un de ces vieux villages italiens, Bordighera ou Vintimille, aux ruelles grouillantes, où les habitants semblent habiter des alvéoles, creusées dans le même bloc de maçonnerie fortifiée, et réunies par des escaliers, des couloirs taillés comme les galeries d'une mine.

Malgré la cérémonie, la vie journalière du camp n'était nullement interrompue.

Par une baie flanquée de deux tours qui existait entre les bâtisses du fond, et qui laissait apercevoir des coins de verdure, des lavandières allaient et venaient, massives, aux manches retroussées, le battoir à la main, l'échine fléchissant sous le poids du linge mouillé. Elles revenaient pour la plupart de la pièce d'eau du parc alimentée par un ruisseau qui traversait celui-ci. C'était le lavoir public. Elles s'arrêtaient, contemplant le « récipiendaire » et les six « chevaliers », dans ce décor qui avait peut-être encadré, jadis, la cérémonie de réception d'un chevalier authentique.

Elles écoutèrent la musique avec ravissement, allèrent porter leur linge, et revinrent, faisant osciller leurs hanches en mesure, par un instinct d'ours savant qu'un rythme familier met automatiquement en branle, et échangeant des réflexions admiratives dans leur langue barbare.

Une de ces femmes, toutefois, ne dansait pas. C'est d'un œil narquois qu'elle considérait ce charivarique spectacle donné par un peuple auquel manque toujours, entre autres choses, le sens de la mesure. Ce peuple était dans les fers, ne l'oublions pas ! Et il tanguait !

La femme en question s'approcha plus près que ses compagnes, par un irrespect prémédité, du groupe formé par M. Perrussel et les six endimanchés qui l'encadraient, l'épée nue, aussi immobiles que s'ils eussent été, tous les six, empaillés.

M. Perrussel remarqua cette femme à travers la brume qui commençait à envahir son cerveau. Car cette fête se prolongeait trop. Les tziganes abusaient. De nouveau, le pseudo-Burgenstaub eut peur d'être chez les fous. Il se sentit descendre vers le gouffre de l'aliénation mentale par les spirales vertigineuses d'un tobogan bien savonné.

Cette femme n'avait point la timidité craintive qu'on lisait dans les yeux bovins de ses compagnes.

Menue, maigre, assez jolie, en dépit des stigmates que la misère avait imprimés sur son visage, elle avait quelque chose de gavroche dans le regard et un pli gouailleur au coin des lèvres. Ses cheveux noirs attachés à la « va comme je te pousse », maintenus par des peignes de celluloïd aux verroteries de clinquant, ses mains rouges, crevassées, humides encore de l'eau du lavoir, disaient la Parigote des faubourgs.

Sa pauvre jupe noire et son corsage bleu, tout usés, étaient protégés par un sarrau à bretelles de forte toile, du genre de ceux qu'utilisent les porteuses de pain.

*(La suite à demain.)*

# DERNIÈRES NOUVELLES

## Le discours de M. Asquith

*Au déjeuner offert dimanche par M. Salandra au premier ministre d'Angleterre, celui-ci a prononcé un toast qui dépasse de beaucoup le ton ordinaire de ces sortes d'allocutions. On peut même dire que jamais, depuis le commencement de la guerre, président du Conseil parlant en pays allié ne s'exprima à la fois avec autant de franche amitié et de forte résolution.*

*M. Asquith ne s'est pas perdu dans une phraséologie de circonstance sur les hauts faits des armées et des flottes alliées. S'il a rendu à nos héros l'hommage qui convenait, il a surtout dégagé, dans une pensée claire, sobrement exprimée, la nécessité d'une organisation, d'une coordination et d'une concentration juste et pondérée de toutes les ressources particulières à chacune des nations unies. Puis, allant au delà des exigences immédiates, et donnant ainsi le plus bel enseignement à ceux des nôtres qui refusent d'aborder dès à présent l'étude des problèmes économiques dont la solution s'imposera aussitôt après la guerre, le « Premier » britannique a dit :*

*« Nous devons, par conséquent, dans un accord commun, travailler non seulement sur les champs de bataille et sur mer, non seulement dans les airs et sous les eaux, mais aussi dans le champ très essentiel de l'industrie, des moyens de communication et de la finance. »*

*Voilà, posée officiellement et en quelques lignes, la question qui doit solliciter sans tarder l'attention vigilante de nos gouvernements. On n'a rien ou presque rien fait en France, jusqu'à présent, sur ce terrain-là. Aussi est-ce avec joie que nous enregistrons le solennel engagement pris par M. Asquith, en souhaitant qu'il ait été pris au nom et pour la cause de tous les Alliés.*

*« Nous résisterons ou nous tomberons ensemble ! » a dit l'homme d'Etat en terminant son toast. D'accord. Mais il ne suffit pas que nous nous contentions d'affirmer une résistance collective ou une chute commune. Il y a quelques mots à ajouter à l'émouvante devise : « Et si nous ne tombons pas, nous grandirons ensemble. »*

*Car, unis dans l'épreuve présente, nous devons l'être aussi dans la prospérité future.*

C. O.

## L'attitude de la Hollande

*Londres*, 3 *avril*. — Le *Times* écrit, au sujet des récentes mesures prises par le pouvernement hollandais :

« On doit considérer comme dénué de tout fondement le bruit selon lequel la crise survenue subitement en Hollande aurait été provoquée par le désir exprimé par les Alliés de débarquer des troupes dans les Pays-Bas ou par les décisions prises à la conférence de Paris. Ces rumeurs, qui sont d'origine allemande, sont entièrement inexactes. »

*Amsterdam*, 3 *avril*. — Le *Telegraaf* dit qu'il devient de plus en plus probable que le gouvernement hollandais, en vue d'une offensive imminente des Alliés, désire assurer la sécurité de sa frontière contre les troupes allemandes battant en retraite.

Les journaux allemands publient des nouvelles détaillées sur les mesures prises par la Hollande.

La *Tægliche Rundschau* apprend qu'on a mis en position de nombreuses batteries le long de la côte hollandaise. La construction d'abris et d'ouvrages de campagne a commencé vendredi soir. Les mouvements de troupes et surtout d'artillerie ont continué samedi toute la journée.

## L'ÉNIGME ROUMAINE

*Bucarest*, 31 *mars*. — En dépit de leurs engagements, des Allemands mettent la plus évidente mauvaise volonté à livrer les marchandises qu'ils s'étaient obligés à remettre à la Roumanie en échange d'une valeur égale en céréales.

Ils refusent notamment de livrer la plus grande quantité du fer et des métaux secondaires réclamés par la Roumanie, ainsi que le coton et les objets manufacturés, et n'accordent qu'une minime partie des médicaments et des produits chimiques promis.

Cette attitude produit ici la plus déplorable impression.

## Communiqué russe

### Front occidental

*Pétrograd*, 3 *avril*. — Après une heure et demie de rafales d'artillerie lourde et légère, les Allemands ont attaqué la tête de pont d'Ikskul : ils ont été repoussés.

Près de Dvinsk et au sud, échange de coups de feux.

Une grande activité de l'artillerie ennemie règne dans plusieurs secteurs des troupes du général Evert.

Au cours de l'offensive allemande mentionnée hier, dans la région au nord de la gare de Baranovitch, l'ennemi a employé des balles explosives.

Dans la région de Liakovitchi, le 2 avril au matin, un groupe considérable d'Allemands ayant passé le fleuve le Shara, a déclanché une attaque contre un de nos postes. L'offensive allemande a été repoussée.

Dans plusieurs secteurs du front, ainsi qu'au nord et au sud de la région de Polyesye, les avions ennemis ont montré une grande activité.

La crue des eaux continue.

### Front du Caucase

Sur le front du littoral, nous avons fait prisonniers plus de cent askaris.

Au cours d'une offensive, nous avons passé dans le bassin du Tchroch supérieur et nous avons saisi des massifs montagneux puissamment fortifiés à plus de 10.000 pieds au-dessus du niveau de la mer. Nous avons fait prisonnière une compagnie turque.

Au cours de la poursuite de l'ennemi dans la région du couvent de Soubkarapet, nous avons saisi un camp de tentes-abris turc et des réserves d'armes.

Au sud-est de Mouch, dans la région du village de Mahboubank, nos éléments ont dispersé plusieurs détachements de cavaliers turcs.

## LA SCISSION dans le parti socialiste allemand

*Berne*, 3 *avril*. — Le Comité central des Associations sociales-démocratiques de Berlin et de la banlieue s'est réuni le 31 mars pour prendre position à l'égard des récents événements qui se sont produits dans le parti.

Le *Vorwærts* du 2 avril rend compte de cette réunion. Elle comprenait 61 membres du Comité central, 16 députés du Reichstag et du Landtag et un représentant de la rédaction du *Vorwaerts*. Manquaient six membres du Comité central et quatre députés élus à Berlin et dans la banlieue.

La résolution suivante a été votée après une courte discussion :

*« Le Comité condamne sévèrement l'attitude de la majorité de la fraction dans la séance du Reichstag du 24 mars, attitude à laquelle le discours du camarade Haase ne donnait lieu en aucune façon. Le reproche de manquement à la discipline et à la loyauté est, par suite, injustifié. Les interruptions venant de la majorité et destinées à couper le discours du camarade Haase doivent être considérées comme une violation grossière du devoir de camaraderie de parti.*

*« Le comité approuve la constitution de l'Union sociale démocratique du Travail et s'engage à la soutenir de toutes ses forces et par tous les moyens.*

*« Le comité central condamne avec la plsu extrême rigueur la façon dont le camarade Haase a été chassé du comité directeur du parti et dénie à la majorité du comité le droit de contraindre le président à déposer la charge qui lui a été confiée par le parti tout entier. Le comité central requiert le comité de contrôle de choisir de nouveau le camarade Haase comme président du parti. »*

Trente-cinq membres du comité central, six députés et les représentants du *Vorwærts* ont voté cette résolution.

Ont voté contre : 26 membres du comité central et deux députés.

## LE TROISIÈME RAID AÉRIEN sur l'Angleterre

Les zeppelins qui avaient déjà survolé l'Angleterre vendredi et samedi ont fait une troisième incursion dimanche soir chez nos alliés.

Six zeppelins ont dû prendre part au raid ; trois ont survolé les comtés du sud-est de l'Ecosse, un la côte nord-est de l'Angleterre et les deux derniers les comtés de l'est de l'Angleterre.

Les zeppelins qui ont opéré en Ecosse ont passé la côte à 9 h. 15 du soir, 9 h. 45 et 10 h. 15 du soir respectivement, et ils ont croisé au-dessus des comtés jusqu'à environ 1 h. 10 du matin. Leur course n'a fourni aucune indication.

L'attaque a été plus particulièrement dirigée contre certaines localités, mais en tout, trente-six bombes explosives et dix-sept bombes incendiaires ont été lancées en différents endroits, endommageant plusieurs hôtels et maisons.

Les pertes connues jusqu'ici pour l'Ecosse sont de sept hommes et trois enfants tués ; cinq hommes, deux femmes et quatre enfants blessés.

Le zeppelin qui a survolé la côte nord-est de l'Angleterre a lancé vingt-deux bombes explosives et quinze bombes incendiaires.

Les deux derniers dirigeables ont passé la côte anglaise vers 10 h. 15 et ont croisé au-dessus des comtés de l'est jusqu'à environ une heure du matin.

Ces deux zeppelins ont été soumis à différentes reprises au feu des défenses de terre qui semblent les avoir empêchés de choisir des objectifs particuliers.

Trente-trois bombes explosives et soixante-cinq incendiaires ont été lancées par deux aéronefs.

Autant qu'on le sache jusqu'à présent, il n'y a pas eu de victimes en Angleterre.

## La perte du « L.-15 »

L'équipage du *L-15*, détruit samedi à l'embouchure de la Tamise, comptait deux officiers et quinze soldats. Tous ont été capturés sauf un matelot qui s'est noyé. Le commandant, nommé Breithaupt, porte la croix de fer et l'ordre « Pour le Mérite ». Son second est le lieutenant Kuhne. Le correspondant du *Telegraaf* d'Amsterdam à Londres a pu s'entretenir avec ce dernier pendant quelques instants sans, d'ailleurs, pouvoir en obtenir grand chose.

Le lieutenant Kuhne s'est borné à dire qu'il avait été en Angleterre sans préciser ce qu'il y avait fait. Les hommes de l'équipage à qui notre confrère demanda si, au cours de ces raids nocturnes, ils pouvaient se diriger aisément, se contentèrent de répondre que leurs officiers voyaient peut-être quelque chose, mais que, eux, ils ne voyaient rien. Quant au commandant, il a déclaré, au cours de son interrogatoire, que les Allemands essaient d'atteindre exclusivement des objectifs militaires, ajoutant que pas un officier allemand ne consentirait à massacrer des femmes et des enfants. Il se rendait toutefois compte de l'illégalité de sa conduite, car il s'attendait à être fusillé séance tenante.

## L'EXPEDITION SHAKLETON

*Londres*, 3 *avril*. — On annonce que l'*Aurora*, de l'expédition Shakleton, est arrivé à Port-Chalmers (Nouvelle-Zélande) et que tout va bien à bord.

## Mort du comte André Tolstoï

On annonce la mort du comte André Tolstoï, fils de l'illustre romancier.

## LA GUERRE SOUS-MARINE

### Que vont faire les États-Unis ?

*New-York*, 2 *avril*. — Une dépêche de Washington à l'*Evening Post* dit que, dans les cercles politiques, l'opinion dominante est en faveur de la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne, à moins qu'une explication satisfaisante de l'incident du *Sussex* ne soit donnée et qu'une assurance solide et sans équivoque ne soit présentée sans retard concernant la conduite à venir des sous-marins allemands.

D'autre part, le correspondant de l'agence Wolff télégraphie que la question des sous-marins s'est encore compliquée quand le département d'Etat a été officiellement informé par le consul des Etats-Unis à Queenstown que le vapeur *Manchester Engineer*, ayant à bord deux éleveurs nègres américains, avait été torpillé sans avertissement préalable.

L'ambassade des Etats-Unis à Londres a avisé le département d'Etat que trois survivants américains du navire anglais *Englishman* ont fait des déclarations sous serment affirmant que l'*Englishman* a été canonné et torpillé par un sous-marin allemand.

### Vapeurs coulés

Voici les navires dont le Lloyd signale le torpillage dans la journée d'hier:

L'*Ino*, vapeur norvégien. L'équipage a été sauvé.

Le *Perth*, vapeur anglais non armé. Huit hommes ont été débarqués ; six ont été noyés.

*Achilles*, vapeur français, torpillé sans avertissement.

### Les rescapés du « Sussex »

*Boulogne-sur-Mer*, 3 *avril*. — Des victimes du torpillage du *Sussex*, il reste seulement, à Boulogne, en traitement Mmes Masquellier et Pinte. M. et Mme Baldwin veillent leur fille à tour de rôle. On espère la sauver ; mais le médecin qui la soigne estime que la guérison sera longue à obtenir. Dans son délire, Mlle Baldwin répète en français : « Tous ne sont pas sauvés. »

## Le torpillage du "Portugal"

*Pétrograd*, 3 *avril*. — A la séance d'aujourd'hui, le président de la Douma a dénoncé le crime commis contre le navire-hôpital *Portugal*.

La Douma a décidé d'informer tous les parlementaires du monde de l'acte inqualifiable accompli en violation du droit des gens.

## ENFIN !

*Genève*, 3 *avril*. — Le gouvernement fédéral suisse a décidé de se montrer plus strict à l'avenir, en ce qui concerne les naturalisations. Il a reçu en 1915, 5.830 demandes au lieu de 3.040 en 1914 ; 4.002 naturalisations ont été accordées, 2.444 à des Allemands, 651 à des Italiens, 465 à des Austro-Hongrois, 270 à des Français.

## La crise chinoise

*Pékin*, 3 *avril*. — La situation du gouvernement de Pékin devient de plus en plus critique.

Des personnalités autorisées déclarent que l'élimination de Yuan-Chi-Kaï est devenue nécessaire et inévitable.

## Ils se croyaient sur Belfort

*Berne*, 3 *avril*. — Par l'intermédiaire de son représentant diplomatique à Berne, le gouvernement impérial allemand a informé le Conseil fédéral que le résultat de l'enquête ordonnée par le gouvernement de Berlin a démontré que les avions qui ont lancé, le 31 mars, des bombes sur la ville suisse de Porrentruy étaient des avions allemands qui avaient complètement perdu leur orientation et se croyaient au-dessus de Belfort. Le gouvernement impérial exprime au Conseil ses plus vifs regrets et lui fait savoir que les aviateurs responsables seront punis et déplacés.

## Bases de sous-marins en Grèce

Au cours de ces jours derniers, des croiseurs anglais ont exploré soigneusement un certain nombre d'îles de la Grèce et y auraient découvert jusqu'à quatre bases navales pour sous-marins allemands. Il est à présumer que le gouvernement grec ignorait l'emploi que nos ennemis font des îles grecques, mais nous n'en avons pas moins le droit strict de détruire ces nids de vipères.

## Un Allemand arrêté à Gênes

On mande de Gênes au *Giornale d'Italia* :

« Au débarquement du vapeur espagnol *Manuel-Espalins*, le commissaire du port remarqua un individu ayant toutes les apparences d'un Allemand. Interrogé, il déclara s'appeler José Durand, valet de chambre actuellement sans place, venant de Barcelone, et il exhiba des papiers attestant ses affirmations. Le fonctionnaire se trouva peu convaincu et fit fouiller l'étranger sur lequel on trouva un petit rouleau de papier. Après vérification, le commissaire constata qu'il s'agissait de documents personnels de l'espion soupçonné.

## A L'HOTEL-DE-VILLE

### Séance du Conseil municipal

Hier, première séance de la première session ordinaire du Conseil municipal de Paris.

Le Conseil maintient le bureau et les commissions en fonctions.

M. Adrien Mithouard ouvre la séance par une courte allocution dans laquelle il relate l'attitude du bureau depuis la dernière session, et fait allusion, pour terminer, à la réception du prince de Serbie et à celle des délégués italiens à la Conférence des Alliés.

L'assemblée adopte ensuite les conclusions du rapport lu par M. Deville au nom de la commission sur la répartition des 92.000 francs, montant des fonds de la tombola du Petit-Palais.

#### Semis de pommes de terre

M. Ambroise Rendu dépose une proposition tendant à décider que des semis de pommes de terre seront faits aux frais de la Ville dans les terrains libres, et que ce travail sera confié aux enfants des écoles.

Après expédition des affaires courantes, la prochaine séance est fixée à vendredi.

## Les Spectacles

A LA COMÉDIE-FRANÇAISE. — Vendredi 14 avril, matinée à 1 h. 30, au bénéfice du Comité d'assistance en Alsace-Lorraine, répétition générale de : *les Rantzau* (reprise), comédie en 4 actes, en prose, d'Erckmann-Chatrian.

La location sera ouverte, à la Comédie-Française, à partir de mercredi. Avant cette date, on pourra se procurer des places en location, de 2 h. à 6 h., à la permannce du comité, 23, rue d'Arlois.

BIENFAISANCE. — Les œuvres de l'Assistance aux dépôts d'éclopés et des Enfants victimes et orphelins de la guerre donneront, à leur bénéfice, sous le haut patronnage de la générale Joffre, les jeudis 6 et 13 avril à 3 heures, une matinée à l'Athénée. Au programme : *Ombres et poème*, du dessinateur Henriot ; les *Poilus à travers les âges*. Allocutions de Me Henri-Robert et de M. Emile Hinzelin. Places de 3 à 20 francs.

**Ce soir :**

COMÉDIE-FRANÇAISE. — 8 heures. — Un Caprice ; La Mégère apprivoisée.
ODEON. — Relâche.
OPÉRA-COMIQUE. — Relâche.
VAUDEVILLE. — 8 h. 30. — Maciste.
TH. SARAH-BERNHARDT. — La Tour de Nesle.
GAITE. — 8 h. 30. — Trois Femmes pour un mari.
PALAIS-ROYAL. — Relâche.
VARIETES. — 8 h. 30. — Le Dindon.
PORTE-SAINT-MARTIN. — 7 h. 45. — La femme nue.
TH. REJANE. — 8 h. 30. — Alsace.
THEATRE ANTOINE. — 8 h. 30. — Nono.
ATHÉNÉE. — 8 h. 30. — Le Coq en pâte.
RENAISSANCE. — 8 h. 30. — Une Nuit de Noces.
CHATELET. — Relâche.
NOUVEL-AMBIGU. — Relâche.
APOLLO. — 8 h. 15. — Mme Boniface.
MICHEL. — 8 h. 30. — L'Avion 253, etc.
TRIANON-LYRIQUE. — Relâche.
FOLIES-BERGERE. — 8 h. 30. A la Parisienne !
OLYMPIA. — 8 h. 30. — Marck et ses lions.
CONCERT MAYOL. — 8 h. 30. — Les Drames du Palais Borgia.
ALHAMBRA. — 8 h. 30. — Attractions.
CLUNY. — 8 h. 45. — Le Fils surnaturel.
CAPUCINES. — 8 h. 15. — Paris aux Quinquets, revue.
DEJAZET. — 8 h. 30. — Les Fiancés de Rosalie.
GRAND-GUIGNOL. — 8 h. 45. — Nuit blanche ; Une rage d'amour ; Le Masque ; La Lanterne.
SCALA. — 8 h. 30. — Hardi, les bleuets !
GAITE-ROCHECHOUART. — Non ? Si... (revue).
ELDORADO. — 8 h. 15. — On en met ! (Dranem).
BA-TA-CLAN. — 8 h. 30. — Lycée de jeunes Filles.
EUROPÉEN. — 8 h. 30. — La nuit de noces du poilu.
LA PIE QUI CHANTE, TH. DES DEUX-MASQUES, CASINO DE PARIS et NOUVEAU-CIRQUE, à 8 h. 30. Attractions.

**Omnia Pathé.** — Passion tzigane ; les Mystères. Actualités militaires Max dans les airs, etc.

**Electric Palace**, 5, bd. des Italiens. — Les deux Chemins, drame patriot. autour de Verdun.

*Le gérant* : ANTOINE KLEYNTJENS.

Imprimerie WELLHOFF et ROCHE
16-18 rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

**Hémorroïdes**
**JUBOLITOIRES**
*SUPPOSITOIRES SCIENTIFIQUES*
Antihémorragiques, Calmants et Décongestionnants
Laborat. de l'URODONAL, 2 bis, R. de Valenciennes, Paris.
La Boîte fco 5'50 ; les 4 fco 20 fr. ; Etranger fco 6 et 22 fr.

CHEMINS DE FER DE L'ETAT

**Validité des billets d'aller et retour à l'occasion des vacances de Pâques**

Les billets d'aller et retour ordinaires (Grandes Lignes) émis par les gares du réseau de l'Etat, bénéficieront, cette année, comme les années précédentes, d'une validité prolongée à l'occasion des vacances de Pâques.

C'est ainsi que les billets délivrés à partir du jeudi 13 avril seront valables au retour jusqu'au jeudi 4 mai. Les billets de bains de mer de 3 ou 4 jours, délivrés seulement sur les lignes de Normandie et de Bretagne, bénéficieront de la même prolongation.

On demande personne capable connaissant service commercial automobile, spécialement compteur et indicateur de vitesse. Ecrire : M. M., à l'*Œuvre*.

**FLORÉÏNE**
CRÈME DE BEAUTÉ
*REND LA PEAU DOUCE FRAICHE PARFUMÉE*

LES SARDINES AMIEUX-FRÈRES SONT RESTÉES AUX MÊMES PRIX QU'AVANT LA GUERRE, EXIGEZ
LA MARQUE & LA DEVISE : TOUJOURS AMIEUX
LES AUTRES CONSERVES ONT SEULES SUBI LA HAUSSE DES MATIÈRES PREMIÈRES

## Les idées qui passent...

### A Verdun

« Ils nous grignotent quelques arpents de terrain, nous leur grignotons leurs effectifs. » C'est ainsi que l'un de nos critiques militaires résume l'interminable offensive brusquée de nos Boches sur Verdun. Qui le premier s'usera à ce petit jeu ? La réponse n'est pas douteuse : le terrain cédé par nous — au prix de quelles hécatombes ! — Pétain le reconquerra. Les effectifs fauchés chez eux, — ils ne les remplaceront plus...

M. Albert Milhaud (*Rappel*) écrit à ce sujet :

Ils prendraient Verdun ? Combien de jours, de semaines, de mois consentiront-ils à passer avant d'atteindre ce résultat ? Combien sacrifieront-ils de munitions et de canons, de régiments, de brigades, de divisions ?

Si l'opération n'est pas décisive au bout d'un certain laps de temps et d'un certain chiffre de pertes, la continueront-ils ?

Quant à prendre l'armée de Verdun, ils n'y pensent plus, n'est-ce pas ?

Et l'on revient toujours aux mêmes hypothèses. Sommes-nous en présence d'une bataille définitive pour Verdun ou bien d'une bataille d'attente tant qu'une nouvelle attaque n'a pas été montée, comme on dit, sur un autre point du front, sur l'Oise, sur l'Yser, dans le Jura ?

A ces questions, l'avenir seul peut répondre.

### Appel aux Alliés

M. Henry Bérenger (*Paris-Midi*) fait écho à M. Charles Humbert. Ces deux sénateurs servent le pays avec une énergie que ne ralentit aucune défaillance. L'un et l'autre demandent aux Alliés une aide de jour en jour plus efficace. Est-ce donc à la France seule de supporter le poids si lourd ?

Nous voulons, dit M. Bérenger, que les résultats de la Conférence de Paris apparaissent clairement. Nous voulons que le Blocus intégral soit appliqué contre l'Allemagne et tous ses complices, quels qu'ils soient. Nous voulons que la diplomatie des Alliés soit concordante avec leurs mouvements militaires. Nous voulons enfin qu'il n'y ait plus en Europe contre la Germanie qu'un seul trésor de guerre, qu'une seule machine de guerre, qu'une seule action de guerre, qu'une seule volonté de guerre.

En sommes-nous là ? C'est maintenant, Alliés, ce qu'il vous faut faire connaître à l'univers par vos actes.

### Un looping réussi

Citons, d'après le *Carnet de la Semaine*, ce tour admirable et si spirituellement français, joué par un de nos aviateurs à un Boche trop curieux :

Un des plus habiles pilotes du centre d'aviation de L..., le commandant de V..., a accompli il y a quelques semaines un exploit bien français, spirituel et hardi, qui lui a valu la croix et une citation à l'ordre de l'armée.

Seul dans un biplan à deux places, il part en reconnaissance, s'égare dans la brume et atterrit derrière les lignes ennemies. L'appareil est intact.

Tout de suite entouré d'Allemands, il est désarmé et interrogé. L'officier devant lequel il comparait conçoit un petit plan assez ingénieux, fait attacher le Français sur le siège de son oiseau, s'installe derrière, et lui mettant sur la nuque le canon de son pistolet, dit :

— Nous allons explorer les tranchées françaises et leurs arrières à très faible hauteur. Au moindre signal de votre part, à la première tentative d'atterrissage, je vous brûle la cervelle. Allez !

De V... part vers nos tranchées à tire d'ailes, les survole, cabre brusquement son appareil et exécute le plus impeccable des « loopings ».

Non attaché, l'Allemand, vidé de son siège, vient s'écraser sur le sol et de V... rentre tranquillement, joyeux comme un étudiant qui a réussi une espièglerie.

### Le Boche et le chameau

M. Charles Nordman égaie une grave chronique scientifique parue dans la *Revue des Deux-Mondes* de cette anecdote symbolique :

Je ne sais qui racontait, il y a quelque vingt ans, l'attitude que prennent respectivement un Français, un Anglais, un Allemand chargés de décrire un chameau : le Français, disait-il, va au Jardin des Plantes ; l'Anglais prend le train pour Marseille et, là, le bateau pour l'Egypte ; quant à l'Allemand, il s'enferme dans sa chambre et écrit sur un papier ce titre : « Vom metaphysischen Kameel ». L'Allemand a bien changé depuis ; sa métaphysique l'a conduit à la « métamorale », si j'ose me permettre ce néologisme, et, aujourd'hui, en pareille occurrence, il commencerait par voler un chameau, puis lui ouvrirait le ventre pour l'étudier, quitte à le rendre ensuite à son propriétaire, en réclamant à celui-ci une légitime indemnité pour prix de son dérangement.

### La "Zwanze" bruxelloise

M. Maurice des Ombiaux, jeune écrivain belge fort connu, nous parle, dans l'*Opinion*, des vieux cabarets bruxellois, où les Belges, vidant un pot de « gheuze lambic », se parlent à voix basse de leurs affaires, et se paient la tête des espions boches :

Imaginez un espion boche entrant dans ce milieu dont seuls les initiés peuvent comprendre l'esprit spécial ; si au bout de quelques minutes il ne s'est pas dit qu'il n'y avait rien à glaner pour lui dans cette société de joueurs de dominos et de culotteurs de pipes et s'il n'a pas pris la parole, il entendra bientôt des propos qui lui feront dresser l'oreille. Les placides buveurs parleront à voix basse de la *Libre Belgique*, par exemple, ce vaillant petit hebdomadaire qui fait le désespoir de « Freiherr » von Bissing, gouverneur provisoire de la Belgique. Ils parleront à voix basse, mais de façon à laisser entendre des bribes de leur conversation, car ils sont passés maîtres dans l'art de se moquer du monde. Au bout de quelque temps, l'espion sera persuadé qu'il connaît enfin le lieu où s'imprime le pamphlet qui met le gouvernement impérial en fureur. Comme dans *Perrette et le pot au lait*, il supputte déjà tous les bénéfices que lui rapportera sa dénonciation, il s'énumère à lui-même tout ce qu'il fera avec la forte prime promise à celui qui découvrira l'antre où s'élabore la *Libre Belgique*.

Vite, il court à la « Kommandantur » : une troupe allemande part aussitôt, l'arme au bras, cerne le quartier et fait irruption dans le local indiqué. Elle y trouve... horreur ! — cela est arrivé, cela est authentique et c'est l'authenticité seule qui m'excuse de livrer ce détail malgré sa trivialité — elle y trouve les vases de nuit que la Ville de Bruxelles destine à ses hôpitaux.